

# Pas contents

## Parce que nous sommes attachés au service public

Nous refusons que l'État se désengage et laisse le soin aux universités de gérer la pénurie. Nous ne croyons pas que les étudiants puissent réussir sans la garantie de moyens adéquats.

Nous refusons catégoriquement toute externalisation des services.

## Parce que nous refusons la précarisation du personnel

Nous exigeons de nouveaux postes de titulaires et la titularisation des collègues précaires.

Nous refusons l'extinction d'une catégorie entière de personnels (cat C) au profit de l'externalisation et de l'introduction de primes au « mérite » pour les autres.

Nous dénonçons la dégradation de l'emploi scientifique induit par la logique de projets dans la recherche, au détriment d'emplois statutaires.

Nous refusons la déconnexion entre formation et recrutement des enseignants induite par le projet de masterisation, qui facilitera le recours aux enseignants précaires dans le secondaire.

## Parce que nous préférons un statut à l'individualisation des carrières

Nous dénonçons le système d'évaluations individuelles actuellement en cours pour les personnels BIATOS, encore aggravées par les projets de réforme.

Nous souhaitons travailler dans une atmosphère sereine et collaborative : nous refusons la mise en concurrence des collègues après celle des universités et des composantes.

Nous souhaitons que les enseignants-chercheurs puissent s'impliquer pour les étudiants, et nous refusons que les évaluations effectives sur seuls critères de recherche les contraignent à mettre de côté leur investissement pédagogique.

Nous refusons que les services des enseignants-chercheurs soient décidés localement par le seul président de l'Université, et sans recours effectif.

## Parce que nous voulons continuer à exercer notre métier

Nous ne concevons pas le métier de chercheur sans autonomie scientifique : un statut et des financements récurrents sont nos seules garanties : le financement massif par projets ANR à thématiques très précisément définies est un carcan.

Nous nous insurgons contre le démantèlement des organismes de recherche.

Nous reconnaissons la spécificité des IUT pour la professionnalisation et l'enseignement technique et refusons leur disparition programmée.

Nous pensons qu'enseigner requiert des compétences spécifiques : cette masterisation de la formation des maîtres, imposée dans la précipitation, ne répond pas aux problèmes de l'enseignement primaire et secondaire.

## Parce que nous réclamons un salaire fixe décent et pas des primes

Nous refusons la logique de primes du « plan carrières » proposée comme seul horizon aux personnels BIATOS.

Nous ne voulons pas que les enseignants et les chercheurs souffrent également d'une politique de primes inégalitaires telle que celle déjà à l'œuvre chez les personnels BIATOS.

**Ensemble, nous exigeons le retrait des réformes en cours !**

# **Étudiants et personnels BIATOS, Enseignants et/ou Chercheurs**

## **Face aux réformes, agissons collectivement !**

*Depuis plusieurs semaines, les manifestations nationales de la communauté universitaire ont montré la cohérence des revendications portées par chacune de ses composantes (étudiants, personnels BIATOS, enseignants et/ou chercheurs). Ce sont en effet les mêmes logiques de destruction du service public et des solidarités, d'individualisation de chacun dans une mise en concurrence contre tous, de redéfinition profonde et funeste de nos missions qui sont à l'œuvre dans chacune des réformes actuelles touchant l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR).*

*Localement, les personnels de Paris 13 ont montré jeudi dernier, 4 décembre, leur volonté d'agir et d'être entendus. Notre manifestation sur le campus de Villetaneuse a rassemblé plus de 150 collègues, de toutes catégories et de tous statuts, pour porter à la présidence les revendications spécifiques aux personnels BIATOS et rappeler les revendications plus générales adoptées lors des précédentes Assemblées Générales.*

*L'Assemblée Générale qui a suivi, et qui a rassemblé près de 200 personnels et étudiants, a décidé unanimement de poursuivre et amplifier l'action à Paris 13, tout en visant une convergence des luttes au niveau national.*

**Dès aujourd'hui, affichez le verso « pas contents » de ce tract sur la porte de votre bureau :  
Affichons notre unité et approfondissons le débat avec l'ensemble de la communauté universitaire !**

### **Aggravation de la précarité pour tous**

La suppression programmée des postes BIATOS de catégorie C conduira mécaniquement à l'externalisation de leurs fonctions, comme cela s'est déjà fait pour la restauration, l'entretien et le gardiennage. Cyniquement, le gouvernement en proposera une partie sous la forme de « petits boulots » aux étudiants. C'est déjà ce qui a été fait à Paris 13 pour les emplois de magasiniers à la Bibliothèque non pourvus du fait de la non organisation de concours de recrutement par le ministère. Et malgré tout, l'ensemble des fonctions occupées actuellement par les postes de catégories C ne pourra pas être totalement externalisées, ni, pour le reste, évoluer en B. Il faudra bien quand même conserver des C titulaires. Et bien sachez que ceux-là sont en sursis jusqu'au départ en retraite de leur titulaire. Ces emplois seront ensuite supprimés et la charge du travail correspondant sera soit distribuée aux autres (les B ?) ou alors confiée à un tas de petits contrats successifs ? Au final, on aura supprimé des postes statutaires pour fabriquer du petit contrat précaire.

### **Atomisation du statut des enseignants-chercheurs : il est encore temps d'agir !**

Le projet de révision du décret statutaire des enseignants-chercheurs a été présenté au CTPU le 24/11, après boycott de la séance du 17/11. Les quelques amendements acceptés par le ministère ne changent pas l'orientation générale de ce projet : en augmentant la charge d'enseignement de la plupart des enseignants-chercheurs, le gouvernement entend à la fois diminuer le volume des emplois publics statutaires et soumettre tous les enseignants-chercheurs au pouvoir des présidents d'universités dans une gestion individualisée des carrières. Sont en particulier menacées les libertés scientifiques et pédagogiques, individuelles et collectives, ainsi que le développement de la recherche dans l'ensemble des champs de la connaissance.

**Signer la pétition « Respect du métier d'enseignant-chercheur ! » :**  
<http://modulation.recherche-enseignement-superieur.fr/>

### **Réforme des concours d'enseignement et masterisation**

Le gouvernement prétend mieux former les enseignants avec un recrutement au Master, mais s'engage à marche forcée vers de nouveaux concours allégés, impose aux universités un calendrier insensé pour construire les masters correspondants (maquettes à rendre pour le 15 février 2009 alors que les contenus des concours ne sont pas encore définis), décide de supprimer l'année de stage en situation à temps partiel à l'issue des concours et diminue massivement le nombre de postes aux concours (- 40% en 2009) ! A terme c'est bien l'existence même du concours national comme forme privilégiée de recrutement qui sera remise en cause, au profit d'une simple certification assurée par le master, permettant un recrutement local mais évidemment sans garantie statutaire.

**Signer l'Appel du 8 novembre**  
**« L'éducation nationale en danger. Pour une vraie réforme du recrutement des enseignants » :**  
<http://www.appeldu8novembre.fr/>

### **Réforme des IUT**

Dans le cadre de l'application de la loi LRU, l'État retire toute dotation directe (financière et humaine) aux IUT. Ceux-ci négocieront désormais leurs moyens au sein de leurs universités de rattachement pour des formations qui pourront devenir celles que décideront les conseils d'administration d'université. Allons-nous vers la disparition programmée des DUT, Diplômes Universitaires Technologiques ? Après la journée nationale d'action du 25 novembre une nouvelle journée nationale d'action est prévue le 2 décembre dans tous les IUT de France.

**Signer la pétition « DUT, une disparition programmée ? » :**  
<http://www.iut-fr.net/>